

L'AUTRE PARTICIPATION FRANÇAISE
À LA GUERRE D'INDÉPENDANCE :
LA CAMPAGNE DU QUÉBEC, 1775-1776, ET L'INTERACTION
ENTRE CANADIENS FRANÇAIS, AMÉRICAINS, ET FRANÇAIS

LAURENCE CROS

Le thème de cet article est le rôle joué par le Canada pendant la Révolution américaine. Bien qu'il n'ait pas été central, il reste que les colonies américaines, tout au long de la révolution, n'ont cessé d'appeler le Canada à se joindre à leur combat. Ils l'ont même envahi en 1775-76, espérant que libérés du joug britannique, les Canadiens se joindraient à eux. Le Canada ayant été jusqu'en 1763 un territoire français, on peut se demander s'il a été un enjeu dans les relations entre la France et les colonies pendant la Révolution américaine. Lorsque la France a apporté son soutien à la révolution en 1778, quelles étaient ses attentes vis-à-vis du Canada ? Voulait-elle reprendre son ancien territoire, aider les colonies à l'acquérir, le voir rester aux mains des Britanniques ? Se pose aussi la question des attentes des Canadiens : comment ont-ils réagi à la Révolution américaine ? Ont-ils été tentés de se joindre aux Américains ? Ont-ils espéré redevenir français ? Préféraient-ils rester sous gouvernement britannique ? Voilà les questions auxquelles cet article apporte quelques réponses.

Quelles sont les sources historiques et les études sur le rôle du Canada pendant la Révolution américaine ? Si en France et aux États-Unis il n'y a pas d'études sur ce sujet précis, en revanche au Canada plusieurs ouvrages majeurs ont été produits par de grands historiens qui ont examiné les sources de façon approfondie¹. Les sources, en effet, sont très nombreuses et

1 En particulier, Gustave LANCTÔT, *Le Canada et la Révolution américaine*, Montréal, Beauchemin, 1965 et Marcel TRUDEL, *La Révolution américaine : Pourquoi la France refuse le Canada (1775-1783)*, Sillery, Boréal, 1976.

très riches, et varient selon le point de vue que l'on souhaite étudier. Pour les États-Unis et la France, on s'est intéressé ici au point de vue des gouvernements, aux attentes de dirigeants vis-à-vis du Canada. Pour le Canada, qui a été envahi et occupé par une armée américaine, et qui n'avait pas de gouvernement propre (étant gouverné par la Grande-Bretagne), on a essayé d'évaluer l'opinion, ou plutôt les opinions, de la population. Les sources américaines sont très faciles d'accès car elles sont toutes en ligne. Les sources françaises proviennent essentiellement de la correspondance politique de Vergennes (secrétaire d'état aux affaires étrangères de Louis XVI) et des mémoires écrits pour Louis XVI; elles sont disponibles dans les archives du ministère des Affaires étrangères. Pour le Canada, concernant les marchands d'origine anglaise ou américaine: leurs opinions apparaissent souvent via les lettres aux Américains et les rapports faits aux Congrès provinciaux ou général. L'opinion du clergé canadien français apparaît dans les textes officiels, en particulier les mandements de l'évêque Mgr Briand. Certains membres de l'élite canadienne française ont produit durant l'invasion des journaux et des lettres, publiés au XIX^e siècle. De plus, un projet majeur de dépouillement et de publication des textes anciens du Québec, intitulé « Archéologie du littéraire au Québec, 1760-1840 », est actuellement en cours sous la direction du professeur Bernard Andrès de l'UQAM. Ce projet a donné lieu en janvier 2007 à la publication d'une compilation de textes qui reprend les journaux ainsi que beaucoup d'extraits de la *Gazette de Québec*, seul journal imprimé à cette époque, et enfin des chansons, pétitions, et extraits de correspondances. Concernant l'opinion des « habitants », c'est-à-dire la majeure partie de cette population composée de métayers, les sources sont très rares. Il y en a pourtant une, qui est d'autant plus précieuse: il s'agit du journal de François Baby, Gabriel Taschereau et Jenkin Williams. En mai 1776, alors que les Américains se retirent du Canada, ces trois hommes sont chargés par le gouverneur Carleton de visiter 56 paroisses des districts de Québec et de Trois-Rivières pour réorganiser la milice en remplaçant les officiers et les miliciens qui auraient collaboré avec l'ennemi par les hommes loyaux. Leur rapport détaille tous les cas de collaboration et apporte donc un témoignage précieux sur l'opinion des habitants. Il ne fut pas rendu public, peut-être parce qu'il montrait que trop de Canadiens avaient eu des sympathies pour l'ennemi. Longtemps perdu, une version partielle a été retrouvée et publiée en 1928. En 2006, il a été traduit en anglais et publié aux États-Unis¹.

On a choisi dans cet article d'examiner tour à tour les attentes des Américains, des Français, et des Canadiens, de façon à analyser la façon

1 Voir la bibliographie pour les références exactes des sources.

dont se noue l'interaction entre ces trois groupes pendant la période révolutionnaire, et de déterminer dans quelle mesure le Canada a été, ou pas, un enjeu majeur pour la France et les États-Unis.

Ce que les Américains attendaient du Canada

Il faut avant tout souligner que la position américaine envers le Canada est ambivalente. Il existe très clairement un fort ressentiment américain envers le Québec, nouvel avatar de la Nouvelle-France, ressentiment historique né de deux siècles de luttes armées en Amérique du nord entre colons anglais et colons français, de raids franco-indiens contre les villages avancés de la frontière américaine, de rivalité pour occuper la vallée de l'Ohio, d'hostilité envers le papisme... Ce ressentiment s'exprime dans les réactions américaines à la Loi du Québec de 1774. Pour les Américains cette loi est «intolérable» : elle établit au Québec un système de gouvernement non représentatif qui semble être le modèle que la Grande-Bretagne s'efforce d'imposer aux colonies américaines ; elle reconnaît la religion catholique ; elle rend au Québec ses territoires de Grands Lacs et des vallées du Mississippi et de l'Ohio. Vingt ans après que les colons américains se sont crus débarrassés à jamais de la menace française et catholique qui a pesé sur eux, voilà que le bastion de l'absolutisme et du papisme réapparaît, plus vivace que jamais, et susceptible d'être utilisé par la Grande-Bretagne pour mater les colonies américaines¹. L'hostilité américaine à la loi du Québec et à la religion catholique s'exprime sans détours dans les débats du 1^{er} Congrès continental, par exemple dans son adresse au peuple de Grande-Bretagne du 21 octobre 1774 :

Nor can we suppress our astonishment, that a British Parliament should ever consent to establish in that country a religion that has deluged your island in blood, and dispersed impiety, bigotry, persecution, murder and rebellion through every part of the world.²

Il est donc clair que le sentiment qui anime le Congrès continental vis-à-vis du Québec, c'est avant tout la peur de le voir utilisé comme base militaire et réservoir de troupes pour réduire la rébellion des colonies. Il y a d'autres craintes qui motivent la volonté américaine de rallier le Canada à sa cause, qui sont exprimées plus clairement après la Déclaration d'Indépendance.

1 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 42.

2 Address to the People of Great Britain, 21 octobre 1774 (*Journals of the Continental Congress*, 2: 87-88).

Tout d'abord, il paraissait inconcevable que demeure sur le territoire américain une colonie britannique si vaste, qui dans ses frontières de 1774 venait encercler en quelque sorte les États-Unis au nord et à l'ouest, et qui serait une menace constante pour la sécurité du jeune pays¹. L'acquisition du Canada apporterait en outre ~~un agrandissement territorial énorme des États-Unis~~, un monopole sur le commerce de la fourrure, et un accès garanti aux pêcheries de Terre-Neuve². Cette dernière raison explique qu'au sein du Congrès, le parti qui tenait le plus à voir le Québec se rallier aux États-Unis était fait surtout de délégués de Nouvelle-Angleterre, pour qui l'accès aux pêcheries était crucial. À la tête de ce parti se trouvaient les frères Adams, Samuel et John³.

Comment donc le Congrès comptait-il rallier le Québec à la cause américaine? La stratégie adoptée est celle de la persuasion et de la séduction. Le but est de convaincre les Canadiens de se joindre à la résistance contre le Parlement, pour obtenir l'annulation des lois intolérables. L'entreprise n'est pas facile, car au premier rang de ces lois, on trouve la Loi du Québec. Celle-ci, qui permettait aux Canadiens français de vivre comme ils le faisaient avant la Conquête, n'était pas, à leurs yeux, une mauvaise loi. Malgré cela, les Américains vont essayer de rallier les Canadiens à leur cause en leur adressant des messages. Le premier, daté du 26 octobre 1774 (dernier jour du premier Congrès continental) est une « lettre adressée aux habitants de la province de quebec, ci-devant le canada » qui doit être traduite et imprimée pour diffusion au Québec⁴. Cette lettre veut prouver que les Québécois ont été privés par la Loi du Québec des droits qui leur sont dus en tant que sujets anglais et les invitent à envoyer des délégués au prochain Congrès continental, le 10 mai 1775 à Philadelphie. Un deuxième message exprimant les mêmes idées est adressé aux Canadiens par le Congrès provincial du Massachusetts en février 1775⁵.

Malgré ses deux messages, quand le deuxième Congrès continental commence le 10 mai 1775, les Canadiens n'ont pas envoyé de délégués. À ce moment-là, les hostilités avec la Grande-Bretagne avaient déjà commencé. Pour l'instant, les troupes britanniques étaient bloquées dans Boston, mais la situation pouvait à tout moment basculer, si les troupes britanniques du Canada prenaient les Américains à revers, en attaquant via les forts du lac Champlain. Il devenait donc urgent de s'emparer du Canada, et les Amé-

1 John Adams à Samuel Adams, 28 juillet 1778 (Francis WHARTON ed., *The Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, 2: 667).

2 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 219.

3 *Ibid.*, 178.

4 *Journals of the Continental Congress*, 26 octobre 1774, 1: 105-113.

5 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 68-73.

ricains s'y préparent entre mai et septembre 1775¹. La préparation de l'invasion est difficile car les colonies ne sont pas prêtes: il n'y a pas d'armée, pas d'argent, pas de munitions, pas d'autorité centrale, le commandement suprême de Washington est très récent (15 juin 1775). Il n'y a pas non plus d'unanimité au Congrès: certains délégués du sud redoutent un renforcement de la Nouvelle-Angleterre en cas d'annexion du Canada; d'autres craignent qu'une invasion cause une rupture définitive avec la Grande-Bretagne². John Adams écrit qu'il passe le mois d'août à se battre pour que le projet d'invasion ne soit pas enterré³. De plus, il fallait absolument que cette invasion soit bien comprise par les Canadiens, non pas comme une agression, mais comme une campagne préventive pour se protéger d'une attaque britannique. L'espoir des Américains était que cette invasion encouragerait les Canadiens à se soulever contre les Britanniques. Plusieurs messages et proclamations ont donc été adressés aux Canadiens « opprimés », en particulier un message du Congrès, le 29 mai 1775⁴, après la prise du fort Ticonderoga par Benedict Arnold. Il y a surtout la proclamation de Washington, le 7 septembre 1775: le général promet aux Canadiens que leur liberté de conscience et leurs biens ne seront pas menacés par l'invasion qui se prépare. Effectivement, Washington a donné à Arnold des consignes sévères quant aux comportements des soldats américains. De plus, il recommande à Arnold d'interrompre l'invasion, si l'opposition des Canadiens est claire⁵.

L'invasion commence en septembre 1775 avec deux corps d'armées de 1000 hommes chacun: Benedict Arnold gagnera Québec via les rivières Kennebec et Chaudière, tandis que Richard Montgomery avancera vers Montréal via le lac Champlain et le Richelieu. Montgomery prend possession de Montréal le 13 septembre⁶. Dès le 28, Montgomery part rejoindre Arnold bloqué devant Québec. La situation des Américains n'est pas bonne: alors que l'hiver canadien arrive, l'armée n'a pas assez de troupes, de vivres, de munitions et d'argent. Finalement Montgomery est obligé de donner l'as-

1 *Ibid.*, 77-78.

2 *Ibid.*, 94-99.

3 John Adams autobiography, part 1, "John Adams," through 1776, sheet 22 of 53 [electronic edition]. Adams Family Papers: An Electronic Archive. Massachusetts Historical Society. <http://www.masshist.org/digitaladams/>

4 Letter to the Oppressed Inhabitants of Canada, 29 mai 1775 (*Journals of the Continental Congress*, 2: 69-70).

5 Instructions du général des Colonies-Unies, George Washington, au colonel américain Benedict Arnold, 14 septembre 1775 (Marcel TRUDEL dir., *La ventation américaine, 1774-1783. La Révolution américaine et le Canada : textes commentés*, Sillery, Septentrion, 2006, 84-85).

6 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 101-105.

saut au cœur de l'hiver, le 31 décembre 1775, car le contrat d'enrôlement d'un grand nombre de ses soldats se termine le 1^{er} janvier 1776. L'assaut fut un désastre, pendant lequel Montgomery fut tué, Arnold blessé et 400 hommes sur près de 3000 faits prisonniers¹. Cette défaite majeure obligea le Congrès à faire un nouvel effort pour convaincre les Canadiens de prendre en masse le parti des Américains. Pour l'instant, ils ne l'avaient pas fait, et de l'avis général c'était là la cause majeure de l'échec de l'invasion. Il semblait clair que les précédents messages du Congrès n'avaient guère eu d'impact sur les Canadiens, et le Congrès imagina donc d'envoyer des commissaires (Benjamin Franklin, Charles Carroll et Samuel Chase) pour s'adresser directement aux Canadiens et les convaincre de soutenir la cause américaine². Les commissaires étaient également chargés de régler le problème de la dégradation des relations entre soldats américains et Canadiens. L'armée américaine n'ayant pas d'argent liquide, elle s'était mise à réquisitionner des vivres, des moyens de transport et des logements³. En retour, les Canadiens étaient de plus en plus hostiles, et les Américains risquent donc de se retrouver dans la situation inverse de celle qu'ils voulaient obtenir : au lieu de convaincre les Canadiens de se battre avec eux contre les Britanniques, ils pourraient bien se joindre à l'armée britannique pour attaquer les Américains⁴.

Quand les commissaires arrivent à Montréal le 29 avril 1776, ils se rendent compte que la situation est perdue. Ils écrivent au Congrès une série de lettres désespérées pour réclamer de l'argent et expliquent clairement que si l'argent n'arrive pas vite, les troupes devront se retirer. Ils préconisent dès maintenant de fortifier les forts du lac Champlain contre les attaques des Britanniques et peut-être des Canadiens. Le 10 mai, ils annoncent l'arrivée des premiers navires anglais sous Québec, le 11 ils annoncent le début d'une épidémie de petite vérole⁵. C'est la débâcle. Les continentaux se retirent de Québec, puis de Montréal. Fin juin ils sont de retour sur le lac Champlain⁶.

L'invasion du Canada avait donc tourné au désastre ; le Congrès mena une enquête pour comprendre les raisons de cette défaite, qui a conclu à trois raisons essentielles : manque de discipline de l'armée, manque d'argent

1 *Ibid.*, 106-110.

2 Instructions and commission to the commissioners appointed to go to Canada, 20 mars 1776 (*Journals of the Continental Congress*, 4 : 216-217).

3 TRUDEL, *La Révolution américaine, op. cit.*, 115.

4 Colonel Hazen to General Schuyler, 1 avril 1776 (Peter Force ed., *American archives: Documents of the American Revolution, 1774-1776*, série 4, vol. 5, p. 752).

5 Commissioners to Canada, 1, 8, 10, 11, 17 mai 1776 (Paul H Smith, *Letters of Delegates to Congress, 1774-1789*, vol. 3, lettres 578, 610, 616, 621 et vol. 4, lettre 16).

6 TRUDEL, *La Révolution américaine, op. cit.*, 117.


sonnant et trébuchant qui a mené les soldats à se servir de force chez les Canadiens et donc à les aliéner à la cause américaine, et finalement petite vérole¹.

Le Congrès semble donc convaincu que si les Américains s'étaient bien comportés au Canada, les Canadiens n'auraient pas manqué de les soutenir. Ce point de vue optimiste est extrêmement discutable. D'abord, il ne prend pas en compte l'hostilité d'une grande partie de la population canadienne (nous y reviendrons); d'autre part, le message que les Américains adressent aux Canadiens tout au long de cette période est confus, parce que l'invasion a lieu avant la Déclaration d'Indépendance. Ils ne peuvent donc pas proposer de s'unir pour construire un nouveau pays, mais simplement ils veulent renverser les mauvaises lois du Parlement... mauvaises lois, qui du point de vue canadien, sont de bonnes lois. Si l'invasion avait été déclarée, la situation aurait pu être différente. C'est l'idée développée par John Adams, qui argue que dans ce cas, les Américains auraient pu conclure une alliance avec la France, qui aurait peut-être convaincu les Canadiens de se rallier². On voit donc que le lien avec la France, du point de vue américain, devait servir d'argument majeur pour convaincre le Canada de s'unir aux colonies. Il convient donc d'examiner de plus près la position de la France vis-à-vis du Canada.

La position de la France

En 1763, la France perd ses colonies américaines. En 1778, elle réapparaît sur le continent américain. On est tenté de faire un lien entre ces deux événements: la France est-elle intervenue dans la guerre d'Indépendance avec l'idée de reprendre ses anciennes colonies? Il y a une relation évidente entre la défaite de la guerre de Sept Ans et l'intervention de 1778. La politique de Louis XVI et de son secrétaire d'état aux affaires étrangères, le comte Gravier de Vergennes, reprend celle menée par le duc de Choiseul, ministre de Louis XV lors de la défaite de 1763. Il s'agit pour la France de se venger de la Grande-Bretagne et de lui reprendre le contrôle du commerce. Faire perdre ses colonies américaines à la Grande-Bretagne permettrait d'atteindre ces deux objectifs. Mais Choiseul puis Vergennes sont bien conscients que les Américains se méfient des Français. La France doit se garder d'intervenir trop tôt, ou de se montrer trop ambitieuse, de peur de réveiller la

1 *Journals of the Continental Congress*, 30 juillet 1776, 5: 617-618.

2 John Adams to Samuel Chase, 24 juin 1776 (Smith  *Letters of Delegates to Congress*, *op. cit.*, vol. 4, lettre 235); Letter from John Adams to Abigail Adams, 3 July 1776. Adams Family Papers: An Electronic Archive. Massachusetts Historical Society. <http://www.masshist.org/digitaladams/>

peur américaine et de rejeter les colonies dans le camp de la métropole¹. La Grande-Bretagne est très consciente, elle aussi, de cette peur américaine des ambitions de la France. En 1775, pour effrayer les colonies et les ramener dans le giron de la métropole, le Colonial Office fait courir la rumeur que la Grande-Bretagne veut rendre le Canada à la France².


On voit donc que si la France avait eu pour arrière-pensée de reprendre ses possessions américaines, l'entreprise n'aurait pas été facile, car les Américains y étaient farouchement opposés. Heureusement pour la future alliance franco-américaine, la France n'y songeait pas. Cela apparaît clairement dans une lettre de Vergennes au comte de Guines, ambassadeur de France à Londres, lorsqu'il commente la fameuse rumeur de 1775 :


Quant à l'épouvantail qu'on voudrait faire de nous aux Américains, il ne faut pas une habileté même médiocre pour imaginer les moyens de rassurer ce peuple, si jaloux de sa liberté et de son indépendance; le conseil du roi d'Angleterre se trompe grièvement s'il se persuade que nous regrettons autant le Canada qu'il peut se repentir d'en avoir fait l'acquisition [...] Le Canada est le point jaloux pour (les Américains); il faut leur faire entendre que nous n'y songeons point du tout.³

Apparemment donc la France ne voulait pas reprendre le Canada. Encore fallait-il, comme le dit Vergennes, en convaincre les Américains, pour les rassurer et les encourager à rompre définitivement avec la Grande-Bretagne. C'est la mission dont est chargé l'émissaire secret de la France au Congrès, Achard de Bonvouloir, qui arrive à Philadelphie en décembre 1775. Il doit rassurer les Américains sur les intentions de la France concernant le Canada; effectivement il rencontre Franklin, John Jay, et d'autres et leur promet l'aide de la France⁴.

Si les Américains ne veulent pas voir les Français reprendre leurs anciennes possessions, ils veulent en revanche utiliser le souvenir de la France pour convaincre les Canadiens de s'unir aux colonies, et ils sont tentés de le faire avant même que l'alliance française ne soit officielle en 1778. À l'automne 1777, après l'éclatante victoire de Saratoga, le Congrès commence à réfléchir à un nouveau projet d'invasion du Canada. Le commandement

1 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 48.

2 Benedict Arnold to the Continental Congress, 13 juin 1775 (Forced  *American archives*, op. cit., série 4, vol. 2, p. 977).

3 Vergennes à Guines, 7 août 1775 (Henri Doniol  *aire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique : correspondance diplomatique et documents*, Paris, Imprimerie nationale, 1886-1899, 1: 120).


4 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 153-154.

de l'armée d'invasion serait donné à La Fayette, dans l'espoir que cette présence française séduirait les Canadiens¹. Il serait accompagné d'une dizaine d'officiers français, dont le rôle serait de lever des compagnies canadiennes². Finalement ce projet d'invasion ne verra pas le jour, du fait du dénuement de l'armée et surtout de la difficulté d'une campagne au Canada au printemps, c'est-à-dire en plein dégel³. Il faut néanmoins retenir le fait que les Américains, par la suite, vont toujours fonder leurs projets sur cette présence de la France qui est censée rallier les Canadiens.

Le traité d'alliance signé en février 1778 fait apparaître les deux principes importants en ce qui concerne le Canada⁴. Tout d'abord, dans l'article 6, la France s'engage à ne pas reprendre ses territoires en Amérique du nord. D'autre part, dans l'article 4, la France et les États-Unis se promettent une aide mutuelle pour toutes les entreprises décidées en commun, « si les circonstances et leur propre situation le permet ». L'article, tel que les Américains le comprenaient, promettait donc l'aide française pour la conquête du Canada.

Effectivement, entre 1778 et 1782, les États-Unis élaborèrent 7 projets d'invasion, qui tous s'appuyaient sur une participation française. Il y a en particulier deux projets très sérieux. À l'automne 1778, un projet émanant du Congrès prévoit l'invasion pour l'été 1779. Le Congrès produit un plan sur 6 pages⁵ et demande à la France un corps expéditionnaire de 5 000 hommes pour s'emparer de Québec. Washington désapprouve le projet, pour des raisons militaires (en particulier, le fait qu'il ne faudra pas compter sur les miliciens qui en été s'occupent des récoltes) et politiques (il ne veut pas introduire un nombre considérable de troupes françaises au Canada, de peur que la France cède à la tentation de garder le Canada)⁶. En janvier 1779, le Congrès abandonne le projet⁷. Le deuxième projet sérieux est élaboré par le Général Washington en 1782 après la capitulation de Cornwallis, mais est

1 *Ibid.*, 137-138.


2 Henry Laurens to John Rutledge, 3 février 1778 (Smith  *Letters of Delegates to Congress, op. cit.*, vol. 9, lettre 14).

3 TRUDEL, *La Révolution américaine, op. cit.*, 140-145.

4 Treaty of Alliance between the United States and France; February 6, 1778.

<http://www.yale.edu/lawweb/avalon/diplomacy/france/fr1788-2.htm>

5 22 octobre 1778, *Journals of the Continental Congress*, 2: 1042-1048.

6 Washington to the President of Congress, 14 novembre 1778, (John C. Fitzpatrick  *The Writings of George Washington from the Original Manuscript Sources, 1745-1799*, vol. 13).

7 1 janvier 1779, *Journals of the Continental Congress*, 13: 11-14.

finalement mis de côté¹. Il convient enfin de mentionner un « faux » projet à fins de propagande, évoqué au printemps 1780, alors que la France envoie aux États-Unis 12 navires de guerre, 36 navires de transport et 6000 hommes sous le commandement du comte de Rochambeau. Leur mission est de délivrer Newport, et Washington tente de faire diversion en faisant courir la rumeur d'une prochaine invasion du Canada².

La France donne quelques gages de sa bonne volonté concernant ces projets d'invasion. Par exemple, l'amiral d'Estaing publie dès 1778 une déclaration à l'intention « de tous les anciens français de l'Amérique septentrionale ». Il fait appel à la loyauté des anciens sujets du roi de France et demande leur aide, ou du moins leur neutralité, dans le combat contre l'Angleterre :

[...] les Canadiens qui ont vu tomber pour leur défense le brave Marquis de Montcalm, pourraient-ils être les ennemis de ses neveux, combattre contre leurs anciens chefs et s'armer contre leurs parents ? À leur nom seul, les armes leur tomberaient des mains!³

Il y a également une déclaration de La Fayette, qui était en fait fictive car elle faisait partie de la manœuvre de diversion imaginée par Washington pendant l'été 1780. Là aussi on trouve un appel à la loyauté de ceux « qui sentent le sang de France courir dans leurs veines » ; il les invite à se rallier à l'armée franco-américaine pour se débarrasser « d'un maître étranger ». Il promet aux Canadiens qu'ils vont être libérés, et qu'en se joignant aux États-Unis, ils resserreront le lien d'amitié avec la France⁴.

Mais en fait, cette collaboration de la France est un leurre. Dès le départ, le grand sujet d'inquiétude de la France était d'éviter la réconciliation des États-Unis et de la Grande-Bretagne après l'indépendance. La solution est que le Canada reste aux mains de la Grande-Bretagne et soit une éternelle pomme de discorde avec les États-Unis. Vergennes l'exprime très clairement en juillet 1777 dans un mémoire secret à Louis XVI⁵ et cette position de la France est confirmée par les instructions secrètes données au comte Conrad-Alexandre Gérard, ambassadeur de France à Philadelphie à partir de 1778 :

1 Memorandum, 1 mai 1782 ; Canada (Fitzpatrick  *The Writings of George Washington*, op. cit., vol. 24).

2 Washington to La Fayette, 19 mai 1780 (*Ibid.*, vol. 18).

3 28 octobre 1778, TRUDEL dir., *La tentation américaine*, op. cit., 154-157.

4 31 août 1780, *Ibid.* 160-162.

5 Mémoire de Vergennes au Roi, 23 juillet 1777 (Doniol  *oire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, op. cit., 27460-468).

Les députés du Congrès avaient proposé au roi de prendre l'engagement de favoriser la conquête que les Américains entreprendraient du Canada, de la Nouvelle-Écosse et des Florides, et il y a lieu de croire que le projet tient fort à cœur le Congrès. Mais le roi a considéré que la possession de ces trois contrées, ou au moins du Canada par l'Angleterre, serait un principe utile d'inquiétude et de vigilance pour les Américains, qu'il leur fera sentir davantage le besoin qu'ils ont de l'amitié et de l'alliance du roi, et qu'il n'est pas dans son intérêt de le détruire.¹

Il convient donc que les envoyés français, tout en paraissant favoriser les projets d'invasion du Canada, manœuvrent pour les faire échouer. En effet, ils parviennent à faire abandonner les deux projets les plus sérieux d'invasion, et surtout celui de Washington pour une invasion en septembre 1782 : lorsqu'en juillet 1782 Washington demande au comte de Rochambeau son accord pour monter une campagne contre le Canada en septembre, celui-ci argue de la nécessité d'obtenir l'autorisation du roi². Du fait de la longueur des communications, cela repousserait la campagne à l'hiver, ce que Washington ne veut absolument pas. Il est donc obligé de mettre son projet de côté. Ensuite il est trop tard, puisque le 30 novembre 1782, les commissaires américains à Paris signent les articles préliminaires à la paix.

Cela ne veut pas dire que tous les Français qui participèrent à la Révolution américaine connaissaient ou partageaient ce point de vue ; La Fayette, qui s'engage aux côtés des Américains dès 1777, semble quant à lui sincèrement souhaiter que le Canada se rallie aux États-Unis³.

Cependant même La Fayette n'envisage pas que la France revienne au Canada : les différents messages officiels adressés aux Canadiens se contentent d'inviter ceux-ci à s'unir aux États-Unis et ainsi retrouver le lien d'amitié avec la France. Visiblement le message n'a pas été entendu par les Canadiens. Est-ce parce qu'ils voulaient retourner dans le giron de la France, ou parce que la voix de la France n'avait déjà plus d'importance ? Il convient donc à présent d'explorer le point de vue des Canadiens.

1 Instructions secrètes remises au comte Gérard, 29 mars 1778 (TRUDEL dir., *La tentation américaine, op. cit.*, 150).

2 Substance Of A Conference Between Comte De Rochambeau And General Washington, 19 juillet 1782 (Fitzpatrick ed., *The Writings of George Washington, op. cit.*, vol. 24).

3 Lettre de La Fayette à Vergennes, 30 juillet 1779. Cité dans TRUDEL, *La Révolution américaine, op. cit.*, 210.

Le point de vue des Canadiens

Lorsqu'on parle des Canadiens de la période de la révolution américaine, il convient de distinguer entre Canadiens français et Canadiens anglais, mais aussi entre Canadiens français de différents états, entre les seigneurs, le clergé, les bourgeois, et la masse des paysans, appelés « habitants » dans le parler spécifique du Canada d'alors.

Commençons par le groupe le moins nombreux, mais non le moins important, celui des marchands anglais. Il s'agit en fait des quelques centaines, à peine, de marchands d'origine américaine ou britannique qui se sont installés surtout à Montréal, après 1763. Profitant du retour en France des administrateurs et de nombre de bourgeois, ils ont pu s'emparer des affaires, en particulier du commerce de la fourrure. Ces marchands, de religion protestante, espéraient monopoliser non seulement la vie économique, mais aussi les fonctions politiques et l'assemblée élue (promise par la Déclaration de 1763), puisque les Canadiens français, catholiques, étaient exclus des fonctions politiques du fait de leur religion. Néanmoins, ces marchands, le plus souvent d'origine américaine, étaient fort peu appréciés des gouverneurs militaires britanniques, James Murray puis Sir Guy Carleton, qui ont préféré travailler avec les seigneurs canadiens français. Cette situation a été confirmée par la Loi du Québec, qui non seulement annulait la mise en place d'une assemblée élue, mais aussi dispensait les catholiques du serment du test et leur permettait donc d'occuper les fonctions politiques. Les marchands de Montréal furent outrés par la Loi du Québec, pour les mêmes raisons que les Américains: ils y voyaient une manifestation de l'arbitraire qui les privait de leurs droits de sujets anglais à une représentation politique, et une façon de favoriser le papisme. Comme les Américains, ils envoyèrent au Parlement une pétition demandant le retrait de la Loi du Québec, intolérable à leurs yeux, et s'organisèrent en un comité de défense contre la Loi du Québec, dont le membre le plus influent était Thomas Walker¹. Il n'est donc pas étonnant que ce groupe ait appelé de ses vœux et favorisé les projets d'annexion des colonies américaines.


Ces marchands de Montréal jouèrent un rôle important en diffusant à Montréal et dans le reste du Québec les différents messages qui arrivaient des colonies américaines et en fournissant aux Américains des renseignements sur l'opinion au Canada. Il est clair que leur évaluation positive de l'opinion publique canadienne a encouragé les projets d'invasion américains. Ils se rendaient compte que les élites et le clergé étaient opposés aux Américains, mais

1 *Ibid.*, 67.

ils pensaient que la masse du peuple n'attendait que leur arrivée pour leur manifester leur soutien¹. Nous allons voir si cette évaluation était correcte.

Le clergé a été extrêmement actif au Canada durant cette période et son soutien aux Britanniques est sans faille. C'est assez logique, puisque le clergé était certainement le grand gagnant de la Loi du Québec. L'article 5 permettait la pratique de la religion catholique romaine, et garantissait à l'Église ses droits et privilèges, et en particulier la dîme. La Loi du Québec rendait donc à l'Église les privilèges dont elle jouissait pendant la période française. Pendant l'invasion américaine, le clergé a exercé une forte pression pour empêcher les Canadiens de collaborer avec les Américains. Par exemple, l'Église a fait un gros travail de désinformation. Comme la majorité des habitants ne savaient pas lire, ce sont les prêtres qui lisaient en chaire les messages du Congrès, les proclamations des généraux et autres messages officiels, profitant évidemment de l'occasion pour les déformer et effrayer leurs ouailles en leur disant qu'ils allaient être privés de leur religion et de leurs biens². Les prêtres relayaient également en chaire les mandements et circulaires de l'évêque du Québec, Jean-Olivier Briand, qui à plusieurs reprises a appelé les habitants à soutenir loyalement la couronne et à s'engager dans la milice³. Ces consignes données aux Canadiens sont renforcées par des pressions importantes. En particulier, pendant toute la durée de l'invasion, les prêtres refusaient l'absolution aux partisans des Américains⁴. C'est pourquoi les commissaires qui viennent à Montréal se font accompagner d'un prêtre jésuite, John Carroll, qui pourra donner l'absolution et lever ainsi l'anathème qui terrifie les Canadiens⁵. Bien qu'il soit difficile de juger de l'impact de cette pression exercée sur les habitants, il est clair que le clergé a fait tout son possible pour garder les Canadiens loyaux à la couronne britannique.

Quel était le point de vue des élites canadiennes françaises (d'une part les seigneurs, d'autre part la bourgeoisie des marchands, notaires...) sur la Révolution américaine? Comme le clergé, les élites canadiennes françaises ont beaucoup bénéficié de la Loi du Québec. Tout d'abord, celle-ci, en reconnaissant les lois civiles françaises, rétablissait en toute légitimité le système seigneurial, avec les droits et devoirs qu'il comportait. D'autre part,

1 «Les habitants de Montréal au Comité de Sûreté du Massachussets», 8 avril 1775 (TRUDEL dir., *La tentation américaine*, op. cit., 47-48); Benedict Arnold to the Continental Congress, 13 juin 1775 (Force  *American archives*, op. cit., série 4, vol. 2, p. 976).

2 *Journals of the Continental Congress*, 12 février 1776, 4 : 148-149.

3 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 94.

4 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 105,120.


5 Letter from John Adams to Abigail Adams, 18 February 1776. Adams Family Papers: An Electronic Archive. Massachusetts Historical Society. <http://www.masshist.org/digitaladams/>

en supprimant le serment du test, elle permettait aux élites catholiques d'occuper des fonctions politiques. Il était donc peu probable que les Américains arriveraient à convaincre les élites se joindre à la rébellion contre le Parlement. Contrairement aux habitants, ces élites éduquées, qu'on appelait d'ailleurs les « Canadiens d'éducation », pouvaient avoir directement accès aux divers messages et proclamations des Américains. Malheureusement, cela desservit la cause américaine, notamment lorsque la bonne société de Montréal eut l'occasion de comparer la première lettre du Congrès aux Canadiens et l'adresse du Congrès au peuple de Grande-Bretagne, toutes deux traduites par un bénévole local¹. Si la lettre aux Canadiens appelait à l'union des frères d'Amérique, le message au peuple de Grande-Bretagne dressait un tableau caricatural et méprisant de la religion catholique : la juxtaposition des deux textes soulignait le double langage du Congrès et la perfidie américaine².

Les élites bourgeoises ont laissé des sources importantes qui permettent de penser que dans leur majorité, elles étaient loyalistes. Ainsi nous disposons des journaux tenus par les notaires Badeaux, de Trois-Rivières et Sanguinet, de Montréal³. On peut aussi citer le cas de François Baby, marchand de fourrure, ami personnel du gouverneur Sir Guy Carleton et chargé par lui après l'invasion d'une enquête sur la loyauté de la milice⁴. De même, le seul journal alors imprimé dans la colonie, *The Quebec Gazette / la Gazette de Québec*, dans lequel s'expriment les élites éduquées, prend le parti du gouvernement en place⁵.


Les seigneurs prirent eux aussi le parti de la Grande-Bretagne. Les rapports des marchands anglais les décrivent comme « les plus cruels ennemis » des Américains⁶. De nombreux seigneurs se rallient à Carleton et vont jouer un rôle crucial durant le siège de Québec⁷. On peut prendre l'exemple de Gabriel-Elzéar Taschereau, seigneur de Ste Marie de la Nouvelle Beauce,

1 TRUDEL, *La Révolution américaine*, op. cit., 71.

2 Letter from Montreal, anonyme, 24 mars 1775. (Force  *American archives*, op. cit., série 4, vol. 2, p. 229).

3 Publiés dans Hospice-Anthelme Verreault  *Invasion du Canada. Collection de mémoires recueillis et annotés*, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1873.

4 Michael P. GABRIEL dir., *Quebec during the American Invasion, 1775-1776: The Journal of François Baby, Gabriel Taschereau, and Jenkin Williams*, East Lansing, Michigan State University Press, 2005, xli.

5 Bernard André  « une mère partie à la patrie canadienne : archéologie du patriote au XVIII^e siècle », *Voix et Images*, vol. XXVI, n° 3, printemps 2001, 19-21.

6 Lettre des émissaires du Congrès provincial du Connecticut au président de la Chambre d'Assemblée du Connecticut, 23 mai 1775 (TRUDEL dir., *La tentation américaine*, op. cit., 56).

7 Gustave LANCTÔT, *Le Canada et la Révolution américaine*, Beauchemin, Montréal, 1965, 116.

qui participe avec Baby à l'enquête sur la milice et a servi sous Carleton à Québec¹. Lorsque Carleton convoque la milice le 9 juin 1775, il s'appuie sur les seigneurs, chargés de convaincre les habitants de se battre. Il semble donc clair que les seigneurs ont soutenu les Britanniques, y compris par les armes. Reste à voir s'ils ont été efficaces pour convaincre les habitants de se battre pour les Britanniques.

Il est plus difficile de mesurer quelle était l'opinion de la masse de la population. Certaines données, comme le faible taux d'enrôlement dans la milice, semblent indiquer qu'il n'y a pas eu d'engagement en masse aux côtés des Britanniques. Ce serait assez compréhensible, puisque la loi du Québec n'a pas été aussi favorable aux habitants qu'au clergé et aux élites. Elle leur donnait certes la liberté de pratiquer le catholicisme, mais rétablissait du même coup la dîme, largement abandonnée depuis 1763. De même, elle avait remis en usage les droits seigneuriaux, comme son cortège de corvées et de taxes². D'un autre côté, il est clair que les habitants ne se sont pas non plus ralliés en masse aux Américains. Montgomery parvint en tout et pour tout à former trois régiments canadiens, donc à peu près 600 hommes. Là aussi, on voit mal pourquoi il en serait autrement. Les Américains, ou plutôt les Bostonnais comme ils étaient connus à l'époque de la Nouvelle-France, c'était l'ennemi avec qui on avait été en guerre pendant près de deux siècles. Aux yeux des habitants, quelle différence y avait-il entre Britanniques ou Américains, et donc pourquoi se seraient-ils mêlés d'un conflit qui ne les concernait en rien? Le plus étonnant dans ces circonstances est que certains habitants aient néanmoins pris parti.

La seule source dont on dispose, qui évoque des cas particuliers et donne des noms, est le journal de François Baby, Gabriel-Elzéar Taschereau et Jenkin Williams, suite à leur enquête sur la loyauté de la milice. Le journal est retrouvé en 1928 et montre que le soutien des habitants aux Américains a été plus important que les historiens ne le pensaient. Il recense le soutien apporté aux Américains et la résistance contre les pressions des seigneurs et du clergé. Par exemple, il rapporte le cas du fils d'un seigneur battu par les habitants près de Chambly lorsqu'il vient les recruter pour la milice, de domaines appartenant à des seigneurs royalistes pillés (par exemple, celui de Taschereau), de prêtres qui prêchaient contre les Américains insultés et même arrêtés³. Dans ces cas-là, on peut se demander si les habitants exprimaient une véritable préférence pour les Américains ou simplement leur ressentiment envers les seigneurs et le clergé. Néanmoins, le jour-

1 GABRIEL dir., *Quebec during the American Invasion*, op. cit., xlii.

2 *Ibid.*, xxxix-xxxii.

3 *Ibid.*, xxxiii et xxxvii.

nal donne aussi des exemples qui montrent un véritable soutien de la cause américaine chez certains habitants. Par exemple, celui de Clément Gosselin, de la paroisse de Saint Anne, qui visite toutes les paroisses des environs pour parler de la rébellion¹ ; celui de certaines femmes qui ont pris fait et cause pour les Américains, comme la femme d'Etienne Parent qui « corrompt » son mari, capitaine de la milice de Ste Marie de la Nouvelle Beauce, et le pousse à laisser les espions américains passer dans son district². Plus généralement, le journal montre que les habitants ont matériellement aidé les Américains, en particulier en leur donnant des journées de corvée pendant lesquelles ils construisent des échelles, coupent du bois...

Mais le journal montre aussi l'évolution de l'opinion canadienne vis-à-vis des Américains et vient confirmer les lettres des officiers américains ou des commissaires du Congrès. Au début de l'invasion, les Américains disposaient d'un certain capital de sympathie auprès des Canadiens, mais au printemps 1776, il a été remplacé par de l'hostilité. Le journal montre que les habitants loyalistes se font alors plus actifs et prennent les armes contre les Américains³. Comme l'ont rapporté les commissaires du Congrès, cette désaffection découle essentiellement du fait que les Américains ont cessé de respecter les consignes de Washington concernant la propriété et le respect de la religion catholique. Très vite, les Américains n'ont plus d'argent liquide pour payer les fournitures, et payent avec du papier-monnaie, dans lequel les Canadiens n'ont aucune confiance. Plus tard, ils en viennent même à réquisitionner⁴. À Montréal, le général David Wooster restreint la pratique du catholicisme romain et ferme même les églises la veille de Noël⁵. Cela dessert énormément la cause américaine.

Les diverses sources permettent donc de se faire une idée de l'état d'esprit des habitants durant l'invasion américaine. La grande majorité est restée neutre dans un conflit qui ne les concernait pas, résistant aux pressions d'élites et d'un clergé envers lesquels ils ressentaient un certain ressentiment. Les Américains semblent avoir fort maladroitement gâché le capital de sympathie dont ils disposaient.

Si par la suite les États-Unis avaient réussi à monter un projet d'invasion en collaboration avec la France, le souvenir de l'ancienne métropole aurait-il suffi à s'assurer du soutien des habitants canadiens français? On peut en douter, puisque les mauvais souvenirs de 1776 étaient si récents.

1 *Ibid.*, xxxvi.

2 *Ibid.*, xxxvii.

3 *Ibid.*, xi.

4 *Ibid.*, xxxviii.

5 *Ibid.*, xxxix.

De plus, ces projets proposaient d'unir le Canada aux États-Unis; l'appel au sentiment français n'était là que pour faire passer la pilule, et on peut penser que les Canadiens l'auraient bien compris. De toute façon, cet appel à l'affection pour l'ancienne mère-patrie aurait-il été efficace? Les Canadiens ressentaient-ils encore de l'amour pour la France qui les avait abandonnés en 1763? Dans un article de 2001, Bernard Andrès montre, via l'étude de chansons et de textes canadiens, que dès la Guerre de Sept Ans, les Canadiens se construisaient une autonomie culturelle, fondée sur la conscience d'une « appartenance territoriale qui les distinguait des Français de passage » et sur des héros bien à eux comme le marquis de Vaudreuil¹. Il argue que l'émancipation canadienne était déjà en route à la fin du régime français, et qu'elle a été accélérée par la Conquête. S'appuyant sur les analyses de Trudel, il argue que la rupture de la Conquête n'a peut-être pas été si terrible, et en tout cas que les composantes essentielles de l'identitaire canadien, langue, religion et rapport à la monarchie, sont préservées². Au plan religieux, enfin, un effet inattendu de la Conquête est la canadianisation accélérée du personnel religieux dans la province. Il estime donc qu'au moment de la Loi du Québec, « les Canadiens ne s'identifient plus à la France. [...] Leur patrie n'est plus la France, mais le pays qu'ils habitent et auquel ils ont le fort sentiment d'appartenir »³.

Cette analyse vient confirmer la thèse de la neutralité des habitants canadiens français lors de la Révolution américaine. L'argument sentimental que se rallier aux Américains, c'était se rapprocher des Français, était probablement rendu caduc par l'enracinement dans une identité locale. On peut même se risquer à penser que la perspective d'un retour à la France (d'ailleurs jamais explicitement promis, même par les messages français) n'aurait pas intéressé leur sentiment national naissant.

Étudier le Canada dans l'étude de la Révolution américaine, c'est comprendre qu'il y avait en Amérique pendant cette période une autre dimension française que celle de Louis XVI, de Vergennes, et de La Fayette. Cette composante était française d'une façon déjà différente de celle de la France métropolitaine: la rupture entre mère-patrie et ancienne colonie semblait déjà irréversible, puisque d'un côté comme de l'autre, on ne souhaitait pas renouveler le lien rompu en 1763. Ce sont les Américains qui semblent avoir le moins bien compris cette évolution. Lors de l'invasion de 1775-76, ils n'avaient manifestement pas pris en compte la position spécifique des Cana-

1 Bernard Andrès, « Une mère partie à la patrie canadienne: archéologie du patriote au XVIII^e siècle », *op. cit.*, 4-6.

2 *Ibid.*, 9.

3 *Ibid.*, 16.

LA FRANCE EN AMÉRIQUE

diens français et pensaient les voir réagir comme les Américains des treize colonies; leur comportement pendant l'invasion a démontré aux Canadiens français le peu de respect et d'égards accordés à leur culture spécifique. Après l'invasion, en tablant sur l'affection des Canadiens français envers l'ancienne métropole pour les convaincre de se rallier, les Américains démontrent de nouveau leur incompréhension d'une population dont la culture et l'intérêt étaient déjà différents de ceux de la France. En faisant le choix de ne pas se joindre aux Américains pendant la Révolution, les Canadiens français ont évité l'assimilation de leur culture spécifique dans une fédération nord-américaine. Ils se sont ainsi donné les moyens de préserver et faire fleurir une culture américaine française, qui, si différente qu'elle soit de la culture de l'ancienne métropole, a pérennisé l'héritage français en Amérique du nord.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

- Adams Family Papers: An Electronic Archive, Massachusetts Historical Society, <http://www.masshist.org/digitaladams/>
- ANDRES Bernard (Dir.), *La conquête des lettres au Québec (1759-1799)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007.
- Archives du ministère des Affaires étrangères: série «Correspondance politique, origines-1896», sous-séries Angleterre et États-Unis; série «Mémoires et documents», fonds Angleterre et États-Unis.
- Collection de manuscrits contenant lettres, mémoires, et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France*, Archives de la Province de Québec, 1883-1885, 4 volumes, en ligne sur Early Canadiana: <http://www.canadiana.org/ECO/PageView/08721/0001?id=2a58775ab1a5c366>
- DONIOL Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique: correspondance diplomatique et documents*, Paris, Imprimerie nationale, 1886-1899, 6 volumes, en ligne sur Gallica, <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2135602>
- FITZPATRICK John C (Dir.), *The Writings of George Washington from the Original Manuscript Sources, 1745-1799*, Washington, Library of Congress, 1931-44, 39 volumes, édition numérisée, Washington Resources at the University of Virginia Library, <http://etext.lib.virginia.edu/washington/fitzpatrick/>
- FORCE Peter (Dir.), *American archives: Documents of the American Revolution, 1774-1776*, Washington, 1837-53, 6 series, édition numérisée, Northern Illinois University Libraries, <http://dig.lib.niu.edu/amarch/index.html>
- GABRIEL Michael P (Dir.), *Quebec during the American Invasion, 1775-1776: The Journal of François Baby, Gabriel Taschereau, and Jenkin Williams*, East Lansing, Michigan State University Press, 2005.
- Journals of the Continental Congress, 1774-1789*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1904-37, 34 volumes, édition numérisée, The Library of Congress, <http://memory.loc.gov/ammem/amlaw/lwjc.html>
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, Québec, Imprimerie générale A. Coté et Cie, 1887-1890, 6 volumes [Mandements de Mgr Briand, vol. 2, p. 189-309].
- MENG John J. ed., *Despatches and Instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780*, Baltimore, 1939.
- SMITH Paul H (Dir.), *Letters of Delegates to Congress, 1774-1789*, Washington, Library of Congress, 1976-2000, 25 volumes, édition numérisée, Washington Resources at the University of Virginia Library, <http://etext.lib.virginia.edu/washington/delegates/index.html>
- TRUDEL Marcel (Dir.), *La tentation américaine, 1774-1783. La Révolution américaine et le Canada: textes commentés*, Sillery, Septentrion, 2006.

LA FRANCE EN AMÉRIQUE

VERREAU Hospice-Anthelme dir., *Invasion du Canada. Collection de mémoires recueillis et annotés*, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1873, 2 volumes.

WHARTON Francis (Dir.), *The Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, Washington, Library of Congress, 1888, 6 volumes, édition numérisée, The Library of Congress, <http://memory.loc.gov/ammem/amlaw/lwdc.html>

Études

ANDRES Bernard, « D'une mère patrie à la patrie canadienne: archéologie du patriote au XVIII^e siècle », *Voix et Images*, vol. XXVI, n° 3, printemps 2001.

LANCOTOT Gustave, *Le Canada et la Révolution américaine*, Montréal, Beauchemin, 1965.

GALARNEAU Claude, *La France devant l'opinion publique canadienne (1760-1815)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1970.

TRUDEL Marcel, *La Révolution américaine: Pourquoi la France refuse le Canada (1775-1783)*, Sillery, Boréal, 1976.